



ID: 084-218400877-20230123-AR11_2023-AR VILLE D'OF

REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Publié le :

LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE

SERVICE DIRECTION DU COMMERCE ET DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°11/2023

ARRETE PORTANT AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE FERMETURE TARDIVE D'UN ETABLISSEMENT

> « LA BARI'K » SOIREE MUSICALE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L3331-1 à L3355-8;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L571-1 et suivants, ainsi que ses articles R571-25 à R 571-30, relatifs à la lutte contre le bruit ;

VU l'arrêté préfectoral n°SI2010 05 11 0040 PREF du département de Vaucluse, en date du 11 mai 2010, relatif à la police des débits de boissons et en application de son article 4;

VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints du 30 novembre 2021:

VU la délibération n°2021-623 du Conseil municipal du 30 novembre portant délégation d'attribution dudit Conseil municipal au Maire d'Orange;

VU la demande formulée par l'établissement « LA BARI'K » sis 152 rue de Danemark à ORANGE (84100), représentée par Madame LAPOIRIE Corinne sollicitant l'autorisation de rester ouvert au-delà de l'heure de fermeture légale pour la nuit du samedi 25 février 2023 jusqu'à 2h00 le dimanche 26 février ;

- ARRETE -

Article 1 : En application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2010 susvisé, le propriétaire de l'établissement « LA BARI'K » sis 152 rue du Danemark à ORANGE (84100) est autorisé à rester ouvert au-delà de l'heure de fermeture légale dans la nuit du samedi 25 février 2023 jusqu'à 2h00 le dimanche 26 février 2023.

Article 2 : Monsieur Le Maire, Monsieur le Chef de circonscription et Monsieur le Chef de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis au représentant de l'Etat et publié au registre des arrêtés.

Article 4: Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressée.

Notifié le :

Signature de l'intéressée à qui un exemplaire a été remis

Orange, le 23 janvier 2023 Le Maire,

Yann BOMPARD







